



Bulletin de l'Association Henri Pézerat • Travail • Santé • Environnement

Avril 2017

Cette lettre électronique reprend les différentes informations reçues les mois derniers sur l'adresse mail de l'association et les initiatives auxquelles elle a participé. **Faites-nous parvenir toutes les infos sur l'actualité de vos luttes, qu'elles puissent alimenter cette lettre mais également le site Internet !**

Fanny et Anne, pour l'équipe d'animation

**Prochaine Assemblée Générale de l'Association Henri-Pézerat
Rendez-vous à Montluçon (03)
les 9 et 10 juin 2017**

Un mail vous parviendra sans tarder pour les modalités d'organisation, de gîte et de couvert.

Agenda

- **Les 1^{er} et 2 juin 2017, colloque international « Briser l'invisibilité des cancers d'origine professionnelle, mise en perspective internationale de l'expérience du Giscop93 »**, organisé par le Groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle en Seine-Saint-Denis. Lieu : Maison des Sciences de l'homme (MSH) Paris Nord, à Saint-Denis (93). Programme bientôt en ligne sur <https://giscop93.univ-paris13.fr>
Contact : giscop93@univ-paris13.fr

Des nouvelles des collectifs en lutte

- **Antenne des Irradiés de l'Ile-Longue.** Une belle victoire à l'actif de l'association des Irradiés de l'Ile longue dans le Finistère. Au terme d'un long combat en justice, le cancer de l'œsophage de Louis Creachcadec, ancien salarié de la base militaire, vient d'être reconnu en maladie professionnelle par le Tribunal des affaires de sécurité sociale (TASS) de Brest, qui s'est appuyé sur le fait que les Etats-Unis reconnaissent le lien entre le cancer de l'œsophage et les rayonnements ionisants, et que la loi française sur l'indemnisation des victimes des essais

nucléaires prend également en charge ce type de cancers. A lire, le communiqué de l'association Pézerat [ici](#), et l'article de Bastamag [là](#).

Le 5 avril 2017, le ministère de la Défense a fait appel de la décision devant la cour d'appel de Rennes. Comme le souligne Francis Talec, une telle démarche tient de l'acharnement contre les victimes des cancers radio-induits contractés au contact des armes nucléaires.

Par ailleurs, **douze vétérans des essais nucléaires ont obtenu la reconnaissance de leur maladie devant la Cour administrative d'appel.** Le résultat d'une longue bataille. Ecoutez à ce sujet la réaction de leur avocate, Cécile Labrunie, [au micro de France Culture](#) (à 3'48"), qui évoque « une entreprise de démoralisation », des « techniques d'épuisement », le « sentiment que l'Etat joue la montre ».

Début février 2017, l'Assemblée nationale a supprimé un frein à l'indemnisation des victimes, dans le cadre de la loi pour « l'égalité réelle outremer ». Ce qui devrait faciliter l'indemnisation des malades de Polynésie notamment qui ont payé le prix lourd du « rayonnement de la France » : de 1966 à 1996, les atolls de Mururoa et Fangataufa ont ainsi été le théâtre de près de 200 essais nucléaires. C'est avec beaucoup de tristesse que **nous avons appris le décès, le 25 mars dernier, de Bruno Barrillot**, chercheur et défenseur infatigable des vétérans des essais nucléaires. Il a été inhumé en Polynésie. Retrouvez l'hommage que lui a consacré Patrice Bouveret, de l'Observatoire des armements, qu'il avait contribué à créer : [« Adieu Bruno »](#).

- **Triskalia. Nouvelle épreuve judiciaire pour les ex-salariés de la coopérative Triskalia.** Initialement prévue pour le 28 février dernier, l'audience à la cour d'appel de Rennes concernant la reconnaissance en maladie professionnelle de Claude Le Guyader et Pascal Brigant, atteints tous deux d'hypersensibilité chimique multiple (MCS, en anglais), a de nouveau été repoussée. Ce report est dû au fait que le Comité régional de reconnaissance en maladie professionnelle (C2RMP) n'a pas encore transmis son avis à la cour d'appel. **C'est le troisième report le 9 novembre dernier. La situation est dramatique pour les salariés concernés : l'un d'entre eux est déjà en fin de droits et Pôle emploi lui réclame un trop-perçu de 1 000 euros, tandis que l'autre n'a plus que deux mois d'allocation chômage avant la fin de droits.**

- **Les parafoudres et parasurtenseurs radioactifs de l'entreprise Orange (anciennement France-Télécom) ne cessent d'irradier...** à commencer par ceux qui ont lancé l'alerte ! Yves Colombat et Franck Refouvelet, membres CGT du CHSCT d'Orange Auvergne et adhérents de l'association Henri-Pézerat qui luttent depuis 9 ans pour une dépose de ces sources radioactives, se sont vus contraints de poser un droit d'alerte du CHSCT pour danger grave et imminent, en ce qui concerne le stockage de ces dispositifs dans des fûts entreposés dans les locaux de l'entreprise. Une information à retrouver sur [Bastamag](#) et sur [Sciences et avenir](#). La lutte continue !

- **Tripode. A Nantes, les anciens agents du Tripode** (bâtiment administratif bourré d'amiante détruit en 2005, où ont travaillé quelque 1 800 fonctionnaires entre 1972 et 1992) **se sont mobilisés fin février pour réclamer le classement de leur ancien lieu de travail en site amianté**, qui permettrait aux 300 agents encore en activité de bénéficier d'une préretraite amiante. A l'appel de l'intersyndicale, soutenue par six unions départementales syndicales et de

l'Addeva 44, ils ont manifesté puis occupé les locaux de l'Insee en retenant le directeur régional de l'institution toute la nuit du 27 au 28 février. Des représentants de l'intersyndicale ont été reçus le lendemain à Matignon avec les fédérations syndicales, mais la rencontre n'a pas débouché sur des engagements précis. Le 2 mars, ils ont envahi les locaux de la Direction départementale des Finances Publiques où se tenait un Comité technique. Un reportage de France info [à lire et regarder ici](#), un autre de [France 3](#). Sans oublier [20 minutes](#).

Pour rappel, une étude épidémiologique a montré récemment que les anciens du Tripode meurent 6 ans plus tôt que des fonctionnaires employés dans d'autres centres administratifs, voir [l'article de l'Humanité](#).

Suite au refus du Premier ministre, le 28 mars dernier, d'inscrire le site sur la liste des sites amiantés, d'autres actions sont prévues pour les semaines et mois à venir. A suivre !

• **CGT de l'Allier.** *Le bras de fer contre l'entreprise Environnement recycling se poursuit. Une quarantaine de témoignages de salariés soutient la bataille menée depuis près de 5 ans par la CGT. En mars derniers, l'Union départementale organisait une conférence de presse, en présence de Christian Micaud et Gérard Barrat de l'Association des victimes de la chimie et de Annie Thébaud-Mony. Vous pouvez retrouver la vidéo tournée pour l'occasion [à cette adresse](#). Et lire aussi [l'article consacré par Bastamag](#) à cette question.*

• **CGT 76.** *Depuis quatre mois, plusieurs entreprises du secteur d'Eu-Le Tréport, en Seine-Maritime, tentent de se débarrasser d'un agent de contrôle de l'inspection du travail parce qu'il veut faire appliquer le code du travail (qui existe encore). Plus précisément, cet agent veut imposer à l'entreprise de plasturgie Nemera l'installation sur les presses d'un système de captage à la source de substances cancérigènes (du formaldéhyde). Les entrepreneurs ont lancé une pétition et menacent de délocalisation, faisant pression sur le ministère du travail pour obtenir une décision en leur faveur. La CGT de l'inspection du travail, la fédération CGT de la chimie et l'Union départementale CGT ont écrit une lettre ouverte à la ministre du Travail pour dénoncer une nouvelle « affaire Tefal » : [voir la lettre ouverte en pièce jointe](#). A suivre !*

• **Les verriers de Givors.** *Le 9 mars 2017, la cour de Cassation a rejeté le pourvoi que la verrerie OI Manufacturing France (anciennement Saint-Gobain) avait formé contre la reconnaissance en maladie professionnelle des cancers dont est décédé Christian Cervantès. Ainsi le jugement de la cour d'appel de Lyon prononcé le 15 novembre 2015 est-il désormais définitif.*

Selon ce jugement : « Il apparaît légitime d'admettre que l'exposition simultanée et/ou successive de monsieur CERVANTES, sur une durée de plus de trente années, à de multiples agents toxiques, dont trois sont des cancérigènes majeurs reconnus (amiante, FIAP, solvants) entrés en synergie les uns avec les autres, a accru le risque du salarié de développer un cancer de l'un des organes de la sphère ORL, et partant, que cette exposition a pu causer le cancer du pharynx, diagnostiqué en octobre 2008, et le cancer du plancher de la bouche diagnostiqué en juin 2010, qui ont conduit à son décès. »

Ce que dit la cour de Cassation, dans son arrêt que vous pouvez découvrir en pièce jointe :

*« Attendu que sous couvert de griefs non fondés de violation de l'article L. 461-1 du code de la sécurité sociale et de manque de base légale au regard du même texte, le moyen ne tend qu'à remettre en discussion devant la Cour de cassation la valeur et la portée des éléments de fait et de preuve, souverainement appréciés par les juges du fond, qui, **sans dénaturation**, ont pu en déduire que la maladie déclarée était essentiellement et directement causée par le travail habituel de l'intéressé. D'où il suit que le moyen n'est pas fondé. PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi. » Ainsi la cour de Cassation a-t-elle refusé de remettre en discussion « les éléments de fait et de preuve » sur lesquels s'est appuyée la cour d'Appel de Lyon pour reconnaître le lien entre cancer et travail.*

La poly-exposition professionnelle aux cancérogènes est enfin admise par les juges dans son rôle causal. Cette décision marque un tournant face à l'attitude hyper-restrictive des **médecins de CRRMP**, qui, loin de s'appuyer sur une discussion rigoureuse des conditions d'exposition aux risques en référence à la littérature scientifique pluridisciplinaire, se retranche derrière l'absence d'études épidémiologiques pour signifier à la victime l'absence de lien entre son activité de travail exposée aux cancérogènes et la maladie.

Ayant désormais une jurisprudence consolidée par cet arrêt de la cour de Cassation du 9 mars 2017, les médecins de CRRMP pourront-ils maintenir longtemps leur refus d'une approche plus rigoureuse et plus juste des cancers professionnels ? (A ce sujet, [retrouvez en PJ](#) un article d'Annie Thébaud-Mony paru dans la revue Pratiques sur un déni de droit à la reconnaissance en maladie professionnelle dans le cas d'un docker décédé de cancer à 52 ans, qui illustre les pratiques des CRRMP.)

La leucémie d'un ancien verrier vient aussi d'être reconnue définitivement en maladie professionnelle par la Cour de cassation. Ouvrier à la verrerie de Givors durant 34 ans, il est décédé de sa maladie peu de temps avant cette reconnaissance. Durant sa carrière il fut successivement affecté au secteur froid, au groisil, en fabrication et à la fusion, travaillant en rythmes postés de 3x8, 4x8 et 5x8.

Les risques chimiques – et notamment cancérogènes – demeurent présents en verrerie, comme le [rapport de la Carsat Rhône-Alpes réalisé en 2012-2013](#) a pu en rendre compte. Dans son arrêt du 9 mars 2017, la Cour de Cassation n'a pas manqué d'en rappeler la pertinence et de souligner que « les valeurs limites d'exposition ne signifient pas absence de risques » !

Infos de nos proches

• **« Contre la collusion entre les employeurs et l'ordre des médecins », c'est le titre de la pétition lancée par plusieurs associations, syndicats et collectifs pour que cessent les poursuites et les pressions envers le Docteur Huez, les médecins du travail, et tous les médecins** qui exercent en pleine conscience leurs activités de prévention et de soin. Les signataires demandent « à l'Ordre des Médecins, de ne pas recevoir les plaintes des employeurs et de respecter la conscience professionnelle de ses pairs » et « à l'État, garant de la protection de la santé et de la sécurité au travail, de veiller au respect des droits des travailleurs ». Pour rappel, une centaine de plaintes d'employeurs devant le conseil de l'ordre sont déposées par an, au niveau national, contre des médecins ayant établi des certificats médicaux faisant le lien entre la

pathologie de leurs patients et leurs conditions de travail. Dans le cas du docteur Huez, l'acharnement se poursuit. Sanctionné par l'Ordre et condamné à 1 000 € d'indemnité de procédure, il a formé recours devant le Conseil d'État. Mais sans attendre l'aboutissement de ce recours, l'employeur en question, la société Orys (80 millions de chiffre d'affaires) a fait immobiliser par huissier son véhicule et celui de sa femme et bloquer son compte bancaire pour récupérer les 1 000 € d'indemnité de procédure.

Signez la pétition [à cette adresse](#) et diffusez-la !

• **Contre la réouverture de la mine de Couflans-Salau.** Nous avons consacré déjà plusieurs brèves à ce combat (à retrouver [sur le site de l'association](#)). Le Premier ministre a donné son accord à la demande de Permis d'Exploration. Pour la commune de Couflans-Salau et les associations (dont la nôtre), le cabinet TTLA et associés a déposé un recours au tribunal administratif (TA) de Toulouse, ainsi qu'un référé-suspension devant la menace d'intervention immédiate de la société Variscan-Mines pour « travaux de consolidation » dans les galeries de l'ancienne mine. L'audience a lieu au TA de Toulouse le 19 avril dernier, on attend la décision.

Par ailleurs, l'association [Stop mines Salau](#), créée en décembre 2016, lance un appel au réseau pour faire connaître leur mobilisation : **elle recherche des salles et des espaces pour organiser des rencontres autour de la projection du documentaire « Mine de rien » que vous pouvez retrouver [à cette adresse](#).** « L'objectif est de sensibiliser un maximum de personnes à notre situation. Le cœur du problème est que ce projet de mine est échafaudé sur des mensonges, effaçant le PNR et la zone Natura 2000 d'un coup de gomme magique, omettant tous les rapports d'alertes écrit depuis 1986 sur les empoisonnements à l'amiante et au cyanure des mineurs et des risques sérieux et réels pour cette vallée sauvage et vivante. » **Si vous souhaitez organiser une projection, contactez l'association [à cette adresse](#).**

• **Eternit condamnée.** Après 17 ans de procédure juridique, la Cour d'appel de Bruxelles a jugé, ce 28 mars 2017, la société Eternit-Belgique fautive et responsable du décès par mésothéliome (cancer de la plèvre dû à l'amiante) de Françoise Vannoorbeek-Jonckheere, riveraine de l'usine. Le [Communiqué de presse](#) souligne ainsi que « **L'arrêt de la Cour d'appel est historique pour la Belgique.** Il rompt officiellement pour la première fois le mur du silence dans lequel sont encore enfermées de nombreuses familles. En Belgique, depuis 1963, les victimes de maladie professionnelle peuvent prétendre à une indemnisation par le Fonds des maladies professionnelles. Mais en contrepartie, elles ne peuvent aller en justice contre leurs employeurs, sauf à prouver une faute intentionnelle. Françoise Vannoorbeek-Jonckheere, victime environnementale, n'était pas liée par ce contrat social. Elle a choisi courageusement de demander justice devant un tribunal en refusant la transaction financière proposée par Eternit pour acheter son silence. [...] **L'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles, le premier à condamner Eternit en Belgique et le premier à donner raison à une victime environnementale en Belgique,** devrait encourager, dans d'autres pays, les victimes de l'amiante à demander des comptes à ces multinationales de l'amiante qui, pas seulement en Belgique, pas seulement en Europe, mais aussi en Asie et en Amérique latine ont exposé et, pour certaines, exposent encore délibérément des travailleurs et des populations aux dangers de l'amiante. » Contact : Eric Jonckheere, <00 32 476 788 833>.

Le droit en pratique et autres outils

- **Un arrêt de la Cour de cassation juge que le CHSCT ne peut pas imposer à l'entreprise une dépense supplémentaire à l'employeur.**

L'article L. 4614-9 du Code du travail prévoit que le CHSCT reçoit de l'employeur « les moyens nécessaires à la préparation et à l'organisation des réunions », puisqu'il ne bénéficie pas, comme le comité d'entreprise, d'un budget de fonctionnement. Dans cette affaire, l'entreprise avait accordé des facilités supplémentaires au secrétaire du CHSCT (un crédit d'heures supplémentaire, du matériel informatique et téléphonique), tenant compte du fait qu'un grand nombre de PV étaient restés en souffrance. Mais persistant à considérer que ces moyens restaient insuffisants au regard de la tâche à accomplir, le CHSCT avait décidé au travers de deux délibérations de recourir à une société spécialisée dans la rédaction de PV, et ceci malgré l'opposition écrite du directeur d'établissement. La cour d'appel annule ces délibérations dans le cadre d'une action judiciaire intentée par l'entreprise. Cette décision est confirmée par la Cour de cassation.

Conseil : vu qu'il est impossible d'imposer les dépenses supplémentaires, le plus simple reste de voter une délibération demandant les moyens nécessaires (en heures, ordi...) et le recours à une société spécialisée pour les PV si nécessaires et, plutôt que de tenter de l'imposer, de saisir le juge du TGI en référé qui, lui, peut imposer des dépenses à l'employeur. L'arrêt est [ici](#).

- **La fédération CGT des mines et de l'énergie lance une pétition pour dénoncer la discrimination concernant le préjudice d'anxiété : celui-ci ne peut être reconnu que pour des salariés du régime général, et seulement pour les personnels ayant travaillé sur un site inscrit sur la liste ministérielle ouvrant droit à l'Acaata (pré-retraite amiante). Enfin, les salariés de la sous-traitance sur des sites inscrits sur la liste, ne peuvent pas non plus se voir accorder l'Acaata ni le préjudice d'anxiété si leur propre entreprise n'est pas elle-même inscrite sur cette liste.**

Pour la CGT, « à exposition égale, tous les salariés doivent avoir accès à la Justice sans que leur régime de sécurité sociale ou toute autre condition administrative ne vienne faire obstacle à l'indemnisation d'une souffrance évidente, celle d'avoir au-dessus de la tête une épée de Damoclès et se traduisant par une espérance de vie écourtée ». **La pétition est à signer [ici](#).**

- **Et voilà la livraison de deux bulletins de la commission Santé et conditions de travail de l'Union syndicale Solidaires.** Le [numéro 49 de janvier-février](#), avec notamment un édit sur la réforme de la médecine du travail et de l'inaptitude dans la loi Travail, et une revue de jurisprudence sur l'inaptitude, et le [numéro 50 de février-mars](#), qui rend hommage à Edouard, jeune militant Sud-Rail qui s'est suicidé mi-mars dans la gare Saint-Lazare où il travaillait. Le bulletin évoque également la confirmation en appel de la condamnation d'Orange dans le procès suite au décès de Jean-Claude Lachaux, technicien tombé des fameuses « plate-forme » qui étaient en réalité de dangereuses échelles pour travailler seuls.

Solidaires a également procédé à un recensement intéressant des accidents du travail mortels ces dernières années. Mis bout à bout, on en est à 20 000 depuis l'an 2000, dans l'indifférence générale... Toujours dans l'idée de rendre visibles les risques du travail, l'organisation invite les

militants à faire remonter les cas de suicides liés au travail intervenus autour d'eux, qui figureront sur une carte de France. C'est sur le site de la [Petite boîte à outils](#).

• **Le 28 mars est paru le décret qui étend la « préretraite amiante » aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public atteints d'une maladie professionnelle liée à l'amiante.** *En résumé, le décret fixe les conditions d'application de [l'article 146 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016](#) qui a généralisé le bénéfice de la cessation anticipée d'activité et de l'allocation spécifique y afférente aux fonctionnaires et agents contractuels de droit public des trois versants de la fonction publique reconnus atteints d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante. Il fixe ainsi à cinquante ans l'âge à partir duquel les agents publics malades de l'amiante peuvent demander le bénéfice de ce dispositif. Il précise également les modalités de demande et d'attribution du bénéfice de la cessation anticipée d'activité, les règles de calcul et de versement de l'allocation spécifique, les possibilités de cumul de celle-ci avec d'autres revenus ainsi que le régime de protection sociale applicable durant la période de cessation d'activité. Enfin, il détermine les conditions, notamment d'âge, dans lesquelles les agents publics bénéficiaires du dispositif sont admis à la retraite de manière dérogatoire à l'âge de droit commun d'ouverture du droit à une pension de retraite. Un décret à retrouver in extenso [ici](#).*

• *A propos des fonctionnaires toujours, un avocat analyse les conséquences du décret qui étend aux fonctionnaires le régime des maladies professionnelles, et s'inquiète d'une possible remise en cause du traitement intégral pour les malades. A lire ou à écouter [ici](#).*

• *On ne sait pas ce que ça vaut, mais le ministère de la Fonction publique vient de publier un guide de prévention des situations de violence et de harcèlement dans la fonction publique. A consulter [ici](#) pour nous donner votre avis.*

A lire, (re)voir, (ré)écouter...

• **A l'occasion des travaux en vue de la révision de la Directive européenne 2004/37/CE sur la protection des travailleurs contre les risques liés aux agents cancérogènes et mutagènes,** *Le Monde a enquêté sur les liens entre l'industrie et les « experts » scientifiques chargés d'éclairer les décisions de la commission. L'article de Stéphane Horel – [à retrouver sur le site de notre association](#) – révèle que, sur les 22 scientifiques membres du Comité scientifique en matière de limites d'exposition professionnelle (Scoel), 15 ont des liens avec l'industrie, notamment BASF, Shell, les constructeurs automobiles, Monsanto... Ils exercent des activités de consulting pour les grands groupes industriels voire, plus rarement, sont directement employés par eux.*

La révision de la Directive porte sur quatorze substances. Même si les scientifiques concernés s'en défendent (deux seulement ont répondu à la journaliste du Monde), ces liens ont forcément une influence quand il s'agit de fixer la valeur limite d'exposition, qui de toute façon n'est jamais réellement protectrice. Pour le chrome hexavalent, par exemple, la valeur limite européenne est 20 fois supérieure à celle en vigueur en France.

Une pétition lancée par Annie Thébaud-Mony après la publication de cet article est [accessible ici](#) : n'hésitez pas à la signer et à la diffuser autour de vous !

Le Parlement européen vient de proposer des amendements au projet de révision ([à retrouver ici](#)). L'un d'entre eux, très important, concerne les substances toxiques pour la reproduction. Les eurodéputés considèrent qu'elles doivent entrer dans le champ d'application de la directive. La plupart des amendements ont été votés à une très forte majorité (jusqu'à 85 % des voix). La session plénière du Parlement devra se prononcer sur ces amendements en avril 2017.

- **L'auteure de l'article du Monde est la journaliste indépendante Stéphane Horel (c'est bien une femme), dont vous pouvez découvrir le site internet consacré aux scandales sanitaires et aux conflits d'intérêts en la matière.** Elle a aussi publié en 2016 un livre sur les perturbateurs endocriniens, *Intoxication. Perturbateurs endocriniens, lobbyistes et eurocrates : une bataille d'influence contre la santé*, aux éditions La Découverte. A [découvrir ici](#).
A propos de perturbateurs endocriniens, le groupe des sénateurs EELV a déposé une proposition de résolution pour renforcer la lutte contre l'exposition à ces agents toxiques. C'est sur le [site du Sénat](#). La résolution a été adoptée le 22 février à 160 voix pour, 144 voix contre.

- **Encore, toujours, des freins à la recherche et au principe de précaution, cette fois concernant les ondes électromagnétiques : elles saturent de plus en plus notre environnement, alors qu'elles sont classées cancérogènes possibles (groupe 2B) par le Centre international de recherche contre le cancer.** Un article du Monde diplomatique fait le point sur les mesures de prévention prises, et surtout non prises : [à lire ici](#).

- **A Vaujours (Seine-Saint-Denis) et Moronvilliers (Marne), après la Seconde guerre mondiale, le CEA a mené des travaux de préparation aux essais nucléaires qui auront lieu en Algérie et en Polynésie française. Les Inrocks relatent la mobilisation de riverains et d'élus locaux pour obtenir des études sur les conséquences sanitaires de ces travaux.** [A lire ici](#).

- **Amiante.** Vingt ans après son interdiction, l'amiante est encore présent partout. Près de Lyon, des agents SNCF en découvrent dans des vieilles locomotives sur lesquelles ils doivent intervenir. [A lire ici](#).

- **« Le travail, est-ce vraiment la santé ? »,** c'est le titre d'un reportage de France 3 Normandie sur la souffrance au travail, qui fait intervenir plusieurs syndicats, dont la CGT 76, membre de l'association Pézerat. [A regarder ici](#).

- **Une étude relayée par la presse en février, rapporte qu'à Fos-sur-Mer et à Port-Saint-Louis-du-Rhône dans les Bouches-du-Rhône, près de la zone industrialo-portuaire, la prévalence des cancers, de l'asthme et du diabète est supérieure à la moyenne en France.** A lire l'article du [Journal de l'environnement](#), ou bien l'étude complète [ici](#).
Cette étude ne tient malheureusement aucun compte du travail remarquable accompli depuis 1977 par l'Association pour la prise en charge des maladies éliminables (APCME), qui a réalisé des enquêtes approfondies sur plus de 4 000 cas de maladies liées au

travail et construit un cadastre des postes de travail à risque sur le Bassin de Fos-Martigues-Port-de-Bouc. Marc Andéol en est le coordinateur. Nous vous recommandons vivement la lecture de [leur rapport d'activité 2016](#) dont voici un bref extrait du Préambule :

« Dans notre bassin de vie, les media se font fréquemment l'écho d'études qui, **sans que jamais aucun cas réel, avéré, ne soit présenté**, attribuent l'augmentation des cancers tantôt aux ondes électromagnétiques des antennes relais ou des téléphones mobiles, tantôt à l'alimentation, tantôt à la pollution de l'air, présumée coupable de tous les maux, même du diabète !

En revanche, quand nous annonçons que **la cokerie de Fos a produit, en 17 ans, 39 cas de cancers reconnus et indemnisés en maladie professionnelle** (ce qui veut probablement dire une cinquantaine de cas incidents), soit une moyenne de **plus de 2 cas reconnus par an**, il ne se passe rien. Peut-être, pour être entendu, fallait-il dire que le benzo(a)pyrène est un « perturbateur endocrinien » ? **L'absence d'assainissement des postes de travail après indemnisation de maladies reconnues est très probablement l'une des causes majeures de l'augmentation du nombre de cancers.** Et c'est la plus inacceptable. »

Sans soutien financier de la part des pouvoirs publics, le système d'information de l'APCME pourra-t-il continuer ? Telle est la question posée aux responsables de santé publique régionaux et nationaux.

- Un nouveau rapport de Chemtrust sur les effets des produits chimiques sur le développement cérébral des enfants a été publié début mars. Son résumé en français est accessible [ici](#).

- La revue québécoise en ligne Pistes (Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé) propose un numéro consacré aux maladies « psy » du travail, et plus précisément au lien entre le psychique et le physique dans la souffrance liée au travail. Le numéro est intitulé « "Mal aux pattes à en pleurer" : penser les articulations entre santé physique et santé mentale au travail ». Voici le résumé proposé par la revue : « Ce numéro spécial de la revue Pistes s'intéresse aux liens, rarement explorés, entre dimensions physiques et psychiques de la santé au travail. Si, à première vue, dans une approche globale de la santé, ces deux dimensions seraient évidemment et naturellement liées, à regarder de près la jurisprudence, le déploiement de la prévention sur le terrain, ou encore les travaux académiques sur la santé au travail, troubles et risques, physiques et mentaux, semblent plutôt segmentés, voire cloisonnés. Un système d'oppositions binaires entre activités, risques et troubles, socialement situés, perdure, renforçant les frontières entre corps et âme.

Ce numéro, en croisant le regard de chercheurs et de praticiens de disciplines diverses (ergonomie, droit du travail, médecine, psychologie, sociologie) offre, avec ses cinq articles et deux entretiens, un vaste panorama de réflexions sur l'articulation entre corps et esprit en santé au travail et réaffirme que le travail a des effets conjugués sur l'un comme sur l'autre. » Le texte intégral du numéro est accessible [ici](#).

- Remis mi-février, le rapport de la mission d'information présidée par le député Gérard Sébaoun consacrée à la reconnaissance en maladie professionnelle du « burn out » propose, entre autres, d'expérimenter pour une durée limitée l'abaissement à 10 % du taux d'IPP exigé pour formuler une demande de maladie professionnelle (aujourd'hui il est de 25 % et rares

sont les maladies psychiques qui passent ce seuil). La mission recommande aussi d'étudier la création d'un tableau de maladie psychique pour l'épuisement professionnel (traduction du « burn out »), mais... une fois qu'il sera défini scientifiquement (une manière de repousser aux calendes grecques ?). **Faites-vous votre propre idée en lisant le rapport intégral [sur le site de l'Assemblée nationale](#). Ou bien contentez-vous d'un [résumé par la presse](#). Ou mieux, lisez l'analyse proposée par l'association Santé et médecine du travail accessible [ici](#).**

- En lien avec l'information ci-dessus, le site de l'Association Santé et médecine du travail propose le compte-rendu de son dernier congrès des 3 et 4 décembre dernier, avec des **analyses du volet « médecine du travail » de la loi Travail, le point sur les poursuites d'employeurs auprès des conseils de l'ordre contre des médecins notamment du travail, etc.** [A lire ici](#).

- **Un petit coup de pub pour un film à l'affiche en ce moment, dans de rares salles en France. Il s'agit de *Saigneurs*, un documentaire de Vincent Gaullier et Raphaël Girardot, sur les conditions de travail dans les abattoirs.** Voici la [page internet du film](#), et les coordonnées de la personne à contacter pour organiser des projections dans votre ville : Philippe Hagué de Iskra, 06.07.78.25.71 et hague.philippe@gmail.com

Sur le même sujet, le journaliste Geoffrey Le Guilcher publie son témoignage « en immersion » sur les conditions de travail dans les abattoirs : ça s'appelle *Steak machine*, aux éditions Goutte d'or. Y a eu plein d'articles dans la presse, et FO a interviewé l'auteur [ici](#).

- Voir aussi les **dernières nouvelles du film « Les Sentinelles »** dont les projections militantes se poursuivent : <https://www.les-sentinelles.org>. La sortie nationale est prévue le 8 novembre 2017.

A vous lire sur vos actions, témoignages, etc.

Fanny et Anne, pour l'équipe d'animation

<assohp@gmail.com>

*Cette lettre est adressée à tous nos adhérents et aux compagnons de route.
Si vous ne voulez plus en être destinataire, n'hésitez pas à nous le faire savoir.*